

Discours antiraciste – rassemblement de Nangis

Samedi 31 octobre 2026

Mesdames, messieurs, chers Nangissiennes et chers Nangissiens,

Merci d'être là. Merci d'avoir pris ce temps, avec nous, ensemble, aujourd'hui.

Nous sommes rassemblés pour dire stop. Stop à la violence. Stop à la haine de l'autre.

Il y a des mots qu'on ne prononce pas sans que la gorge se serre. Meurtre. Enfant blessée. Racisme. Cette semaine, ces mots-là sont entrés chez nous. Par la radio du matin. Par un téléphone qui vibre sur la table de la cuisine. Par un collègue, une voisine, qui nous dit : « Tu as vu ? »

Et nous avons tous eu le même réflexe. Nous avons pensé aux nôtres. À l'enfant qui rentre seul de l'école. Au frère qui marche jusqu'à la gare avant le lever du jour. À la mère, au père, à l'ami qui fait simplement ses courses.

Et la même question nous est venue, sans qu'on la cherche : et si c'était moi ? Et si c'était mon enfant ?

Cette peur, cette colère, cette tristesse, nous les portons ensemble. Nous ne sommes pas ici pour nous taire : cette douleur est la nôtre, et elle ne restera pas silencieuse.

Alors, avant toute chose, rappelons les faits.

Vendredi 23 octobre, un vendredi matin comme les autres, un homme a ouvert le feu sur des passants, à Trappes et à La Verrière, dans les Yvelines. Pengo Bossio Wangi a été tué, en pleine rue, à proximité d'une aire de jeux. Cinq personnes ont été blessées, dont une enfant de douze ans, touchée de plusieurs balles.

Pengo avait 26 ans. Il aimait le sport, il rêvait de devenir combattant professionnel. Dans son club, on se souvient de son sourire et de sa générosité.

Ce matin-là, il marchait dans la rue. Il n'avait rien fait d'autre que vivre sa vie.

Aujourd'hui, une famille pleure un fils, un frère, un ami. Une autre veille au chevet d'une enfant.

Nos pensées vont à Pengo, à ses proches, à cette petite fille et à ses parents, à tous les blessés et à leurs familles.

Le Parquet national antiterroriste s'est saisi de l'enquête. Il a retenu l'assassinat et les tentatives d'assassinat en lien avec une entreprise terroriste, avec une circonstance aggravante. Le meurtrier a prémédité son acte, déclaré ce jeudi en audition n'avoir aucun regret et reconnu

avoir ciblé spécifiquement des personnes de type « musulman ou africain, nord-africain », propos relatés jeudi par le procureur de la République. Il a ainsi ouvert le feu en huit lieux différents, sur douze kilomètres, avant d'être interpellé.

Un exemplaire de Mein Kampf a été retrouvé chez lui. Je rappelle qu'il s'agit d'un livre rédigé par Adolf Hitler il y a un peu plus d'un siècle dans lequel est exposée, dans un style empreint de haine, une vieille « conception du monde » raciste et ouvertement antisémite.

Il appartient à la justice de faire toute la lumière sur ses motivations, sur son parcours, sur ses éventuelles complicités. Nous lui faisons confiance, et nous serons vigilants.

Ce qui est arrivé à Trappes, cela aurait pu arriver à Nangis. Devant l'école, à l'heure de la sortie. Sur le marché, entre les étals. Sur le chemin du stade, un mercredi après-midi. Devant cette mairie où nous sommes rassemblés.

Trappes et La Verrière sont des villes comme la nôtre : des gens qui prennent le même train, qui font leurs courses, qui se disent bonjour dans la rue.

Aux habitantes et aux habitants de Trappes et de La Verrière, à leurs élus, nous disons : vous n'êtes pas seuls. Nangis est à vos côtés.

Je sais aussi que, pour beaucoup d'entre vous, le racisme n'est pas une idée lointaine, ni une affaire de journal télévisé. Il n'arrive pas seulement avec un fusil. Il est dans la candidature qui reste sans

réponse à cause d'un nom. Dans l'appartement qui, soudain, n'est plus disponible. Dans le contrôle, encore, alors qu'on vit ici depuis trente ans. Dans la question « mais vous venez d'où, vraiment ? »

Certains diront que ce sont de petites choses. Celles et ceux qui les vivent savent qu'elles s'additionnent, et qu'elles finissent par dire : vous n'êtes pas tout à fait chez vous. Soyons lucides : le racisme ne disparaîtra pas du jour au lendemain. Il commence par des mots. Des mots lâchés au comptoir, sur un plateau de télévision, sur les réseaux sociaux, qui désignent un coupable. Des soupçons qui deviennent des habitudes. Chaque fois qu'on désigne une partie des Français comme une menace, on prépare un terrain sur lequel certains se croient ensuite autorisés à passer à l'acte, jusqu'à ôter des vies.

Nous, élus de Nangis, nous vous le disons : vous êtes chez vous.

Dans la République, personne ne doit craindre pour sa vie à cause de son nom, de sa couleur de peau ou de sa religion. Cette promesse est inscrite dans notre devise : liberté, égalité, fraternité. Quand elle est brisée pour quelques-uns, elle est menacée pour tous. Nous avons donc tous le devoir, élus, responsables, citoyens, de lutter chaque jour contre ces discriminations.

Emmanuel Macron a qualifié l'attaque à Trappes de « premier » acte terroriste en raison de la « couleur de peau ou de la religion ». Ce n'est pourtant pas une première. Ces vingt-cinq dernières années, 15 meurtres racistes ont fait 21 victimes dans l'Hexagone. Derrière ces chiffres, il y a des visages. Et derrière ces actes, une idéologie

d'extrême droite qui désigne les étrangers et les personnes d'origine étrangère comme responsables de tous les maux de la société. Une absurdité.

Aboubakar Cissé, poignardé à mort dans une mosquée du Gard en 2025. Angela Rostas, enceinte de sept mois, abattue chez elle en février 2024, en Haute-Savoie, par deux chasseurs, parce qu'elle était rom. Saïd El Barkaoui, visé par son voisin, un retraité des Landes condamné en 2018 à 25 ans de réclusion criminelle pour tentative d'assassinat.

Et nous n'oublions aucune victime de la haine, quelle qu'en soit la forme : le père Jacques Hamel, prêtre de 85 ans, assassiné en 2016 dans son église de Saint-Étienne-du-Rouvray par deux terroristes ; les victimes de l'attentat contre Charlie Hebdo, en janvier 2015.

C'est aussi pour eux tous que nous sommes là. Pour affirmer notre refus de la haine de l'autre, de celui qui est différent de soi.

Nous connaissons tous la petite musique que font entendre certains médias : le dénigrement systématique des étrangers ne serait qu'une opinion parmi d'autres, qu'il faudrait laisser se répandre au nom de la « liberté d'expression ».

Non. Ce n'est pas une opinion comme une autre. Nous ne sommes pas les seuls à le dire. En juillet 2024, l'Arcom, l'Autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique, a infligé à CNews une amende de 60 000 euros pour un débat sur le projet de loi

immigration. Elle a estimé qu'une telle stigmatisation, qui réduit les immigrés au rang de personnes dangereuses, était susceptible d'inciter à la haine et d'encourager des comportements discriminatoires.

Combattons la discrimination partout, toujours, ensemble.

Personne ne mérite d'être discriminé, agressé ou tué à cause de son origine, de sa couleur de peau, de sa religion ou de ses convictions, aussi éloignées soient-elles des nôtres. Cette règle ne souffre aucune exception. Elle vaut pour toutes les victimes, d'où qu'elles viennent. Une République qui choisirait ses deuils cesserait d'être une République.

Ce combat ne date pas d'hier. Le 3 décembre 1983, des dizaines de milliers de personnes ont accueilli à Paris la Marche pour l'égalité et contre le racisme, partie de Marseille un mois et demi plus tôt. Des jeunes des quartiers populaires, enfants de l'immigration, avaient marché pendant des semaines, après une série de crimes racistes. Leur slogan : « *La France, c'est comme une mobylette, pour avancer, il lui faut du mélange.* » Quarante-trois ans plus tard, nous sommes encore là, à devoir mener ce combat.

À Nangis, nous défendons une idée simple : chacune et chacun a sa place ici, quelles que soient ses origines, sa religion ou son histoire. Je suis fière de porter ces valeurs humanistes avec mon équipe municipale.

En tant que maire, je voudrais dire qu'au-delà de nos sensibilités politiques, ce qui est posé aujourd'hui, c'est la question fondamentale du vivre-ensemble, et notre capacité collective à faire face à la montée des tensions.

Et je le dis avec gravité : je crains que le débat présidentiel à venir ne creuse de profondes fractures dans notre pays. Il devrait nous mobiliser pour un avenir commun, d'espérance et de progrès social, et non pour décider qui on laisse au bord du chemin.

Être français, ce n'est pas une question de couleur de peau ou d'origine ethnique. C'est appartenir à une communauté nationale fondée sur des valeurs communes. Nous devons nous retrouver autour d'un idéal républicain de liberté et d'égalité entre tous les citoyens, sans distinction d'origine, de couleur de peau ou de religion. Sinon, d'autres drames comme celui-ci se multiplieront.

Personne n'a à s'excuser d'être là, à Trappes comme à Nangis. Nous voulons une ville où l'on se salue dans la rue, où l'on se parle, où l'on s'écoute, où l'on décide ensemble, avec les habitantes et les habitants, de vivre ensemble.

Nous ne devons jamais considérer le racisme comme une fatalité. Face à lui, l'égalité. Face à la haine, opposer la fraternité. Face à la peur, le respect.

Unis, attentifs et déterminés.

En 1964, Martin Luther King disait : « *nous devons apprendre à vivre ensemble comme des frères, ou nous périrons ensemble comme des insensés* ».

En mémoire de Pengo et de toutes les victimes du racisme, je vous propose maintenant d'observer une minute de silence, pour honorer leur mémoire et apporter notre soutien à leurs familles et à leurs proches.

(Minute de silence.)

Je vous remercie.

